



## Comment identifier les pauvres urbains au Bénin ?

Donald Houessou, Bakawa Agbandou, Frejus Thoto, Ben Sonneveld

### NOTE DE POLITIQUE



### MESSAGES CLÉS

- ✓ Les pauvres urbains sont caractérisés par un niveau d'éducation faible, un manque de ressources financières, des conditions de logement surpeuplées et insalubres, un accès limité aux services sociaux et aux établissements de santé.
- ✓ Les contraintes principales auxquelles sont confrontés les citoyens pauvres intéressés à participer aux jardins communautaires sont : le manque de compétences, de temps et de capital, la distance aux jardins, les relations intra-ménages et la sécurité surtout des femmes.

### 1- CONTEXTE

Les villes notamment celles d'Afrique subsaharienne sont les milieux où il est prévu que se fasse la majeure partie de la croissance démographique future. Il est attendu que cette croissance urbaine de la population dépasse les capacités des villes à fournir des services appropriés à leurs citoyens augmentant ainsi le nombre de pauvres qui y vivent. Cette situation est d'autant plus alarmante que les politiques urbaines font peu pour répondre aux défis économiques et sociaux auxquels font face les citoyens pauvres. En effet, adresser ces défis nécessitera que soient disponibles pour les politiques des informations solides sur le profil des citoyens pauvres, leurs besoins et leurs contraintes. Cependant cela n'est pas encore une réalité avec le peu de recherches existant sur la situation des pauvres en zone urbaine. Le Bénin est un exemple typique de cette situation avec une population urbaine pauvre non encore identifiée et des politiques d'amélioration de la sécurité alimentaire des pauvres des zones urbaines quasi-inexistantes. Pour combler ces gaps de connaissances, une enquête auprès de 88 citoyens pauvres ont permis d'établir le profil socioéconomique et démographique des

pauvres en milieu urbain en situation d'insécurité alimentaire et d'analyser les contraintes liées à leur participation aux jardins communautaires. Cette note de politique présente les résultats de cette étude dans le but d'informer les décideurs sur la situation alimentaire des citoyens pauvres et l'option que représentent les jardins communautaires comme intervention politique susceptible d'adresser ces défis.

## 2- CARACTÉRISTIQUES SOCIOÉCONOMIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES DES PAUVRES EN MILIEUX URBAINS

---

Les citoyens pauvres sont peu instruits car seulement 18 % savent lire et écrire bien que 40 % ont indiqué avoir été à l'école. Ces chiffres traduisent une situation inquiétante puisque 22 % ont abandonné l'école après y avoir été inscrits. Ce tableau sombre s'éclaircit un peu avec le fort taux (91%) des citoyens pauvres qui prévoient de laisser leurs enfants aller à l'école, ce qui élargira leurs chances de sortir du piège de la pauvreté. Les citoyens pauvres vivent dans des conditions difficiles. En effet, seul un petit nombre d'entre eux (26%) vivent dans leur propre maison avec des matériaux précaires, le reste habite soit dans une location (23%) soit chez un membre de leur famille (26%). Les citoyens pauvres couvrent leurs besoins essentiels en exerçant des activités économiques telles que les emplois occasionnels (34%), le commerce (34%), des emplois peu rémunérés (9%), de petits services comme la couture et la coiffure (8%) et le taxi-moto (3 %). Leur situation alimentaire est alarmante car la majorité (76%) souffrent d'insécurité alimentaire et cela à cause de leurs revenus très bas et insuffisants pour couvrir de manière substantielle leurs besoins alimentaires. Cette situation est plus grave dans les ménages de grande taille (plus de 5 membres) qui représentent plus de la moitié (55%) des ménages urbains pauvres. Elle s'explique également par leur faible taux (32%) d'accès à des services de santé formels. Les revenus et la sécurité alimentaire des citoyens pauvres pourraient s'améliorer s'ils avaient des ressources pouvant favoriser leur participation à des emplois connexes. Cependant peu d'entre eux ont accès à des ressources puisque seulement quinze pourcent (15%) possèdent une



moto, vingt-six pourcent (26%) ont accès à des terres agricoles et vingt-cinq pourcent (25%) ont accès au crédit, ce qui réduit leur capacité d'améliorer leur bien-être.

## 3- CONTRAINTES POUR LES PAUVRES URBAINS À PARTICIPER AUX JARDINS COMMUNAUTAIRES

---

Les jardins communautaires représentent une opportunité d'amélioration de la sécurité alimentaire pour les pauvres urbains. Mais ceux-ci peuvent être confrontés à des contraintes importantes s'ils choisissent de s'y engager. Ces contraintes sont le manque de compétences, de temps et de capital, la distance aux jardins, les relations intra-ménages et la sécurité surtout des femmes. L'ampleur de ces contraintes n'est cependant pas la même chez les citoyens pauvres. Les jeunes, les femmes et les familles avec enfants sont plus confrontés au manque de compétences, de temps et de capital, à la distance qui pourrait les séparer des jardins communautaires, aux relations au sein du ménage et à la sécurité s'ils doivent participer à un projet sur le jardinage communautaire. Également, les petites familles de moins de cinq (5) membres pourraient rencontrer davantage de pressions familiales puisque les

maris pouvaient interdire à leurs femmes de se livrer à des activités génératrices de revenus, tandis que les familles nombreuses comptant plus de cinq (5) membres soulevaient le problème de la sécurité tel que les risques à faire la navette pour les jardins et les vols dans le quartier. En effet, il est fort probable que dans les petites familles, par opposition aux plus grandes, il y ait plus d'enfants dont les femmes doivent s'occuper, ce qui peut justifier le comportement du mari à s'opposer aux activités qui maintiennent les femmes hors de la maison pendant longtemps et de manière quotidienne.

#### 4- CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Cette étude a permis une amélioration des connaissances sur la caractérisation et l'identification des pauvres urbains. Ces derniers sont caractérisés par un faible niveau d'éducation, un manque de ressources financières et vivent dans des logements surpeuplés et insalubres. La forte prévalence de l'insécurité alimentaire chez eux en raison d'un manque d'opportunités économiques est inquiétante et impose que les politiques définissent des programmes ciblés pour améliorer leur sécurité alimentaire. Cependant, ceux-ci pourraient rencontrer des contraintes importantes telles que le manque de compétences, de temps et de capital, la distance, les relations intra-ménages et la sécurité pouvant les empêcher de s'engager dans des jardins communautaires. Pour lever ces contraintes et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des citoyens pauvres, les recommandations suivantes sont formulées aux politiques :

- **Promouvoir les jardins communautaires comme politique d'intervention afin d'améliorer les revenus et la sécurité alimentaires des citoyens pauvres.**

Ce type de mesure peut être mis en œuvre par les municipalités qui pourraient œuvrer à l'identification de périmètres agricoles au centre ou à la périphérie des villes et à l'installation de jardins sur ces périmètres qui accueilleraient des citoyens pauvres et leur permettraient d'accroître leurs revenus et d'améliorer leurs moyens d'existence.

- **Développer des programmes d'accompagnement des citoyens pauvres qui s'engagent dans les jardins communautaires.**

Il s'agit de développer des mesures d'accompagnement au profit des citoyens pauvres telles que la formation aux activités de jardinage et l'accès au crédit afin de faciliter leur insertion réussie dans les jardins communautaires.

Télécharger les publications de ACED sur

<http://www.aced-benin.org/fr/publications>

#### REMERCIEMENTS :

Cette note de politique est un produit de connaissance du Centre d'Actions pour l'Environnement et le Développement Durable (ACED) dans le cadre de ses activités de recherche-action sur l'agriculture urbaine et la sécurité alimentaire au Bénin. Ces activités sont notamment soutenues par l'Organisation Néerlandaise pour la Recherche Scientifique (NWO-WOTRO) à travers son programme Food & Business Global Challenges Programme.

